



Compte rendu du Petit Déjeuner débat du Mercredi 25 Janvier 2012

Pierre Gattaz

PDG de Radiall

Président de la FIEEC, Président du GFI, Membre du Conseil Exécutif du MEDEF

« Un pacte pour l'industrie »

Introduction

Pierre Gattaz est à la tête du groupe familial Radiall depuis 1992, société spécialisée dans la connectique : conception et fabrication d'équipements électroniques et fournisseur de nombreux secteurs : aéronautique, automobile, défense, médical, aérospatial, télécommunications.

L'engagement de Pierre Gattaz pour la défense de l'industrie française remonte au début des années 2000 et correspond à précisément à la date de l'effondrement de la filière des télécoms disparue en 2 ans et qui représentait jusqu'alors un fleuron de l'industrie française. A travers la présidence de deux organisations, la Fédération des Industries Electriques Electroniques et de la Communication (FIEEC) et le Groupe des Fédérations Industrielles (GFI), et par son rôle au sein du Comité exécutif du MEDEF, Pierre Gattaz dispose d'une vision pertinente de l'industrie française. Les propositions faites par ces deux organismes rejoignent et complètent celles issues des travaux de la Fondation Concorde pour renforcer la compétitivité des industries dans notre pays.

L'industrie a trop longtemps été laissée de côté et les causes de ce phénomène sont multiples. Elles résultent à la fois d'une dévalorisation des métiers industriels et d'une impuissance presque fataliste des pouvoirs publics vis-à-vis de la concurrence féroce des pays émergents. Le secteur industriel a également été confisqué par des bureaucrates déconnectés des réalités et dépassés par la vitesse de l'évolution des marchés, incapables de s'y adapter. Il est temps de redonner à l'industrie la place qu'elle mérite et d'œuvrer pour renforcer sa

compétitivité internationale. Aujourd'hui, la réindustrialisation devient enfin un enjeu national pris au sérieux, mais les industriels doivent être en tête pour pérenniser ce mouvement et fournir des propositions adaptées. Les TPE, PME et les ETI familiales, parce qu'elles constituent l'essentiel du tissu industriel français, créateur d'emploi et d'innovations, doivent occuper une place prioritaire dans ces réflexions.

Une vision pour l'industrie française

La réduction des charges qui pèsent sur les entreprises, aussi souhaitable soit-elle, ne peut constituer le seul axe de revendication des industriels. L'autre priorité est de gagner des marchés et d'obtenir des commandes, en France ou dans le monde. Il faut donc identifier les marchés de demain pour être en mesure de répondre aux besoins sociétaux, actuels et futurs, de la population. Le vieillissement de la population, les besoins de bien-être, de développement durable, d'énergies renouvelables, de sécurité (sur les routes, dans le système bancaire, dans les aéroports...) etc. représentent autant d'opportunités pour les industries françaises, d'immenses possibilités de produire, de créer, dans un avenir proche.

Il s'agit, par exemple, de créer des systèmes intelligents. Pour la sécurité routière, en créant des véhicules et des équipements routiers intelligents ; pour la santé, afin de permettre de soigner les patients à distance ou en créant des maisons intelligentes etc. Les exemples foisonnent et les bénéfices seraient triples si la France choisit d'investir dans ces domaines :

- Croissance de l'activité industrielle, donc création d'emplois
- Produits très exportables donc possibilités, à terme, de contribuer à équilibrer la balance commerciale
- Réductions des dépenses publiques puisque ces innovations sont intelligentes

Notre industrie doit pouvoir miser sur ces secteurs innovants et puisqu'ils portent sur les domaines régaliens, l'Etat doit être en mesure de donner une impulsion.

Objectifs

Impératif national du 0 déficit

Le GFI ambitionne le déficit 0 pour 2016. L'objectif d'arriver à l'équilibre est indispensable, pas seulement pour l'industrie, car il y a des limites d'endettement qu'on ne peut pas dépasser. Il y a deux solutions simples pour atteindre cet objectif : augmenter les taxes et les charges, ce qui serait dramatique pour l'industrie et l'économie française en général, ou bien adopter des mesures courageuses afin de réduire les gabegies, de simplifier les modes de fonctionnement et de procédures des administrations nationales et territoriales etc. ce que recommandent le GFI et la FIEEC. Une autre piste complémentaire doit être suivie : utiliser les outils numériques utiles au fonctionnement des services publics (la santé en premier lieu).

Rendre sa place à l'industrie

C'est un enjeu décisif car l'industrie représente à la fois la croissance, des emplois, des innovations et des exportations. La réindustrialisation doit être une cause nationale, et l'ensemble des politiques publiques (politiques environnementales, sociales, économiques etc.) doivent converger en ce sens.

Une ambition pour l'industrie

Il s'agit de recréer une réflexion industrielle stratégique pour le pays, à condition que celle-ci soit élaborée par les industriels eux-mêmes. Suivre aveuglement les lois du marché constitue un écueil, au même titre que la planification bureaucratique. Il faut donc suivre une stratégie bottom-up pour définir comment encourager les secteurs qui marchent et comment soutenir ceux qui émergent.

Créer un choc de compétitivité

Nos coûts salariaux ne cessent de croître. Il faut stopper en urgence cette hémorragie qui a provoqué la perte de notre avantage compétitif (en termes de coût du travail) vis-à-vis de l'Allemagne en moins de dix ans. Aujourd'hui la situation s'est totalement inversée, dans des proportions très fortes. Le transfert de certaines charges sociales à vocation universelle mais pesant exclusivement sur le coût du travail vers un mix fiscal (dont de la TVA sociale et de la CSG) apparaît comme une mesure efficace.

Favoriser l'innovation

Le crédit impôt recherche a été une mesure très pertinente et un vrai succès. Il faut néanmoins aller plus loin en matière de Développement, notamment en proposant un Crédit d'Impôt Innovation qui concernerait l'innovation de fabricabilité. On peut être très compétitif à condition d'investir sur la R&D. Le principal obstacle en France réside dans la difficulté à passer de l'idée à la production, et à passer du produit au chiffre d'affaire rentable. On doit être capables d'améliorer les process de production par des innovations portants sur 3 domaines clés :

- La qualité, qui constitue un avantage compétitif pour la France
- Les matériaux, dans lesquels la France a un savoir-faire reconnu
- Les technologies, également liées à la qualification de la main d'œuvre

Etablir une réciprocité des échanges

Mettre en place un protectionnisme serait très risqué car la France est malgré tout assez portée vers l'international. L'économie française ne peut pas se permettre de sacrifier ses marchés étrangers. En revanche, il faut veiller à la réciprocité des échanges. Le niveau de normes, de protection sociale et de RSE de nos partenaires doit être pris en compte dans nos échanges.

Des idées pour y répondre

- **Moduler le taux de l'IS en fonction de l'affectation des résultats de l'entreprise.** Plus on réinvestit, moins on est taxé. En ce sens, il faut également encourager l'idée selon laquelle l'investissement contribue à valoriser le capital puisqu'il est destiné à permettre le développement de l'entreprise, donc de sa valeur.
- **Libérer l'accès au crédit.** Les procédures, d'une part, et des exigences sur les risques couverts, d'autre part, sont beaucoup trop élevées et rigides.
- **Être capable de lever davantage de fonds propres pour les PME.** En s'inspirant notamment du FIMIEEC (Fonds d'Investissement pour la Modernisation de l'Industrie Electrique Electronique et de Communication), élaboré par la FIEEC avec des grandes banques mutualistes et la puissance publique (CDC) pour favoriser la collaboration entre entreprises du secteur, créer des conditions de sortie compatibles avec l'horizon industriel et accompagner les entrepreneurs en dehors de logiques purement financières.
- **Miser sur la qualité.** C'est fondamental pour notre industrie car la qualité et l'excellence opérationnelle (« lean management » par exemple) constituent un avantage compétitif. Cela doit devenir la marque de fabrique des produits français, au même titre que l'Allemagne.
- **Simplifier notre réglementation.** Faire subir à nos entreprises des procédures si lourdes et des normes si contraignantes, c'est s'affaiblir nous-mêmes. Pour le cas de l'industrie en particulier, l'exemple des normes environnementales, par lesquelles elle est très concernée, est très révélateur. La France s'impose à elle-même des normes plus contraignantes que ses partenaires européens.
- **Faire respecter les délais de paiement de la part des grands donneurs d'ordres.** Pour ne pas handicaper les TPE/PME partenaires des grands groupes.
- **Mettre en place les conditions d'une certaine flexibilité du travail.** Il faut être capable d'ajuster les effectifs pour s'adapter aux cycles « en tôle ondulée » vis-à-vis desquels nous allons être confrontés, sans néanmoins recourir à des plans de licenciement. Il faut pouvoir recourir au chômage partiel si nécessaire.
- **Etendre la « TVA sociale » aux cotisations salariales.** Pour rendre plus équitable et plus acceptable la « TVA sociale », le GFI propose de réduire également certaines les charges salariales pour donner un coup de pouce sur les salaires en retour.
- **Renforcer les formations en alternance** car le secteur industriel a besoin d'une main d'œuvre qualifiée et garantir aux techniciens des possibilités rapides d'évolution interne. Il faut également faire revenir les ingénieurs dans les industries, et en particulier des ingénieurs d'affaires dans les PME, qui souffrent souvent d'un déficit de culture de négociation.

- **Œuvrer pour l'image de l'industrie dans la société, en particulier auprès des jeunes.** Il faut davantage mettre en valeur les opérations positives et les succès de l'industrie française, répéter que l'industrie se bat pour l'emploi et l'innovation. Agir dès l'école, en partenariat avec l'Education Nationale en développant les initiatives qui permettent d'ouvrir les portes des industries aux écoles (type « Classes en Entreprises »), afin de revaloriser le secteur.